

R. 8211-7

DÉCRET n°2015-1327 du 21 octobre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'autorité responsable indique sur ces pages la possibilité pour la personne condamnée d'exercer ses droits d'accès et de rectification des informations la concernant auprès du ministre chargé du travail (direction générale du travail), en application des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et qu'elle ne dispose pas du droit d'opposition prévu à l'article 38 de ladite loi pendant la durée d'exécution de la peine.

R. 8211-8

DÉCRET n°2015-1327 du 21 octobre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'autorité responsable conserve les décisions transmises par les greffes des juridictions pendant une durée de cinq ans avant de procéder à leur destruction.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

&gt; Que risque une entreprise en cas de travail illégal ? : Publication des décisions pénales

## *Titre II : Travail dissimulé*

### *Chapitre Ier : Interdictions*

#### *Section 1 : Travail dissimulé par dissimulation d'activité*

R. 8221-1

Décret n°2023-452 du 9 juin 2023 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'entrepreneur travaillant sur un chantier ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire affiche sur ce chantier, pendant la durée de l'affichage du permis, son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse.

L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique. Les informations mentionnées au premier alinéa peuvent également être affichées de manière synthétique sous la forme d'un code bi-dimensionnel visible depuis la voie publique, gratuit pour toute personne appelée à le consulter et généré par un dispositif numérique sécurisé.

#### *Section 2 : Travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié*

R. 8221-2

Décret n°2011-681 du 16 juin 2011 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sur demande des agents de contrôle mentionnés à l'article **L. 8271-7**, pour l'application des dispositions du 1° de l'article **L. 8221-5**, l'employeur produit l'avis de réception prévu à l'article **R. 1221-7** s'il est encore tenu de